



Bulletin de l'association de géographes français

Géographies

91-1 | 2014

Les paysages ordinaires

Des méthodologies à repenser pour qualifier et analyser les territoires et les paysages ordinaires

Rethinking methodologies to characterize and analyze ordinary landscapes and territories

Élise Temple-Boyer



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bagf/1948>

DOI : 10.4000/bagf.1948

ISSN : 2275-5195

Éditeur

Association AGF

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 2014

Pagination : 84-100

ISSN : 0004-5322

Référence électronique

Élise Temple-Boyer, « Des méthodologies à repenser pour qualifier et analyser les territoires et les paysages ordinaires », *Bulletin de l'association de géographes français* [En ligne], 91-1 | 2014, mis en ligne le 22 janvier 2018, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bagf/1948> ; DOI : 10.4000/bagf.1948

Des méthodologies à repenser pour qualifier et analyser les territoires et les paysages ordinaires

(RETHINKING METHODOLOGIES TO CHARACTERIZE AND ANALYZE ORDINARY LANDSCAPES AND TERRITORIES)

Élise TEMPLE-BOYER*

RÉSUMÉ – Si les territoires ordinaires sont actuellement introduits dans les dispositifs des politiques environnementales, ils sont appréhendés généralement en négatif des territoires labellisés. Les territoires ordinaires ne peuvent s’inscrire dans une approche sectorielle, base actuelle des politiques environnementales, sur lesquelles les logiques de protection et de conservation sont également inopérantes. De ce fait, il est important de renouveler les méthodes d’analyse de ces espaces en privilégiant le local et les acteurs locaux. Les espaces ordinaires apparaissent alors comme des nouveaux laboratoires de la gouvernance environnementale, terrains possibles de la participation et de l’innovation par les acteurs locaux. Afin d’éviter l’écueil du zonage, des analyses suivant des transects et des gradients pourraient être mobilisés afin de mieux saisir les dynamiques et les enjeux de ces territoires ordinaires. Dans cette approche, les franges périurbaines révèlent particulièrement ces espaces ordinaires, puisqu’il s’agit le plus souvent d’espaces non protégés soumis à des dynamiques fortes d’évolution des territoires, sans consensus préalable à leur gestion, tout particulièrement en Île-de-France.

Mots-clés : Paysage ordinaire – Acteurs locaux – Gouvernance – Politiques publiques – Espace périurbain – Île-de-France

ABSTRACT – Even as ordinary landscapes are currently introduced in operations of environmental policies, their analysis and characterization is difficult since these territories are usually examined as the opposite of labeled territories. Ordinary territories cannot be analyzed on a segmented approach, which is the current basis of environmental policies where protection and conservation frameworks are inoperative. That is why it is important to propose new methods for the analysis of these spaces highlighting local space and local stakeholders. Ordinary landscapes then emerge as new laboratories of environmental governance, where local actors are fully involved and part of the innovation process. To avoid the zoning issue and to better grasp the

* Maître de Conférences à l’Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Laboratoire Mosaïques, UMR LAVUE, 200 av. de la République, 92001 Nanterre Cedex – Courriel : elise.temple@gmail.com

dynamics and stakes of ordinary landscapes, an analysis combining transect data and gradients can be deployed. Through this approach, peri-urban fringes highlight particularly these ordinary landscapes since they are most of the time unprotected spaces, subject to powerful dynamics of territorial evolution, without much consensus in their management, especially in the Paris Region.

Keywords: *Ordinary landscape – Local actors – Governance – Public policies – Periurban areas – Paris Region*

« *On voit mal comment prendre en charge un paysage banal* » [Sansot 1989]. Ce constat à propos des paysages ordinaires souligne justement la difficulté d'analyser et de qualifier le banal, alors même que cette notion est progressivement saisie par la communauté scientifique et par les politiques publiques. La notion de paysage ordinaire apparaît ainsi clairement en 1989 dans les articles d'Y. Luginbühl avec pour titre « *Paysage élitare et paysages ordinaires* » et de P. Sansot sous le titre de « *Pour une esthétique des paysages ordinaires* » dans la revue d'*Ethnologie française* s'interrogeant sur la crise du paysage. Cette notion est par la suite introduite dans les textes législatifs français avec la Loi Paysage votée en 1993, puis à l'échelle européenne avec la Convention Européenne du Paysage (CEP) votée en 2000 et ratifiée en 2006 par la France. En ce sens, ces dispositifs rompent avec la tradition protectionniste du paysage en dépassant le simple cadre des paysages remarquables pour l'élargir aux paysages du quotidien [Luginbühl 2007]. Ainsi, l'élargissement d'une éthique environnementale ces dernières années à l'ensemble du territoire semble aujourd'hui acté, tant à l'échelle nationale qu'européenne [Sgard 2010a, Fourault 2014].

Pour autant, si ces territoires ordinaires sont intégrés dans les textes, dans les faits, la réalité de la prise en compte des territoires ordinaires est bien plus ténue, voire absente. Ils sont ces espaces délaissés par les politiques publiques de protection et de conservation, définis en négatif des espaces protégés. L'autre difficulté pour saisir ces territoires ou ces paysages ordinaires est qu'ils représentent justement la quasi-totalité de notre environnement. Ils sont finalement la matrice spatiale et paysagère dans laquelle sont inscrits par-ci par-là des espaces protégés, des paysages extra-ordinaires.

Enfin, ces territoires ou ces paysages ordinaires sont aussi qualifiés de banals, communs, familiers, populaires, quotidiens ou encore oubliés. Ces qualificatifs véhiculent souvent une dimension négative, voire péjorative pour qualifier des espaces « abandonnés », « banalisés », « dégradés ». Entre l'appréhension en négatif de ces territoires et la vision dévalorisante à laquelle ils sont associés, leur analyse et leur qualification est rendue difficile.

Ainsi étudier ces territoires ordinaires nécessite de repenser les démarches communément prises dans l'analyse des espaces protégés ou des paysages

extraordinaires, en nous appuyant sur des exemples en Île-de-France. L'objectif de cet article n'a pas la prétention de proposer de nouvelles méthodologies, mais de soumettre des pistes de réflexion pour renouveler les démarches d'analyse et de qualification de ces espaces certes ordinaires, mais si particuliers. Après avoir souligné les difficultés méthodologiques que soulève la notion d'ordinaire en privilégiant la dimension paysagère, nous nous pencherons sur le fait que ces territoires ordinaires peuvent apparaître comme des terrains de la participation et de l'innovation par les acteurs locaux. Puis, nous soulignerons la dynamique de ces territoires ordinaires, co-constructions en constante évolution, telles que les franges périurbaines.

1. Analyser les territoires ordinaires : des difficultés méthodologiques

Du point de vue paysager, le paysage ordinaire renvoie d'une part au paysage vécu quotidiennement par la population et d'autre part au paysage qui ne fait pas l'objet de mesures de protections particulières. Si le qualificatif de populaire a été également utilisé, actuellement c'est l'expression de « paysage quotidien » qui domine, comme dans la CEP [Michelin 2013]. Parler de paysages ordinaires contribue à l'élaboration d'une culture paysagère nouvelle, qui étend le spectre des représentations du paysage [Luginbühl 2012]. L'élargissement du paysage au banal, au familier, au quotidien, au populaire, à l'ordinaire, transforme bien plus qu'il n'y paraît notre appréhension de notre relation au monde : ce sont nos grilles de lecture, nos normes, nos modes de codification et de gestion qu'il faut reconsidérer [Sgard 2011].

1.1. Les espaces ordinaires en déficit de représentation ?

Comme il a été évoqué précédemment, les espaces ordinaires sont très largement associés à des espaces dévalorisés, dans la mesure où il n'y a pas de consensus préalable sur la qualité de « paysage » de territoires ordinaires [Dewarrat & al. 2003]. Au mieux, ces territoires sont oubliés, au pire, ils sont décriés comme étant sans identité, d'une grande laideur. C'est particulièrement le cas des périphéries urbaines qui ne ressemblant ni à la ville, ni à la campagne, sont dites ne ressembler à rien. La qualité de « paysages » leur est simplement déniée. L'exemple de deux couvertures de Téléràma, l'une en 2010, l'autre en 2012 illustre bien ce constat d'une vision dévalorisante de ces territoires ordinaires, titrant « Halte à la France moche » ou encore « Loin des villes, un rêve qui tourne mal ».

La dépréciation du paysage quotidien est la contrepartie de la valorisation des paysages extraordinaires. D'après les enquêtes d'Y. Luginbühl, le paysage quotidien, en tant que cadre de vie, relève d'une représentation de dégradation, que ce soit celle de la nature ou de la société, remarquant également que tous les poncifs de la nature dégradée qualifient le paysage actuel du cadre

quotidien, tout particulièrement les problèmes liés à l'urbanisation et à la périurbanisation [Luginbühl 2012]. S. Martin constate d'ailleurs que malgré le fait que les dispositions juridiques françaises et internationales ainsi que les travaux scientifiques sur les paysages soient pléthoriques, la question du paysage ordinaire reste le parent pauvre des préoccupations d'environnement, allant jusqu'à parler de déni des paysages ordinaires [Martin 2011]. En effet, peu de travaux scientifiques se sont penchés spécifiquement sur cette notion d'ordinaire [Fourault 2014]. La difficulté que posent ces espaces ordinaires est bien leur définition par défaut, en négatif, ne permettant pas d'y saisir une qualité ou une valeur tangible qui pourrait faire l'objet de protection ou de conservation.

Ce déficit de représentation s'explique en partie par le fait que ces paysages ordinaires ne sont justement pas remarquables, mais au contraire modestes, voire insignifiants. Justement, ces paysages ordinaires présentent généralement des caractéristiques spécifiques telles que l'absence d'éléments remarquables, une topographie peu marquée, une organisation anarchique..., qui doivent être prises en considération dans l'évaluation de ces paysages [Vouligny & Domon 2006]. Ils se construisent par l'addition d'actions individuelles non concertées, au gré de logiques particulières des différents acteurs locaux. Autrement dit, l'espace ordinaire, en tant que territoire ou paysage est vide d'intention. Ces espaces ordinaires se rapprochent du concept de « paysage vernaculaire » développé par J. Brinckerhoff Jackson, qui le caractérise d'espace résiduel, l'espace restant ne faisant pas objet de planification ou de gestion [Brinckerhoff Jackson 2003]. L'analyse de J.-M. Besse à ce propos apporte une dimension intéressante à ces espaces ordinaires, les qualifiant d'incertains. Dans l'espace ordinaire, ce serait finalement l'incertitude qui dominerait, incertitude concernant ses limites, son statut exact et également son devenir. Ces incertitudes de l'espace vernaculaire, de l'espace ordinaire serait peut-être la condition de son dynamisme et de son renouvellement [Besse 2009]. En effet, ces espaces ordinaires ne procèdent d'aucune volonté politique de les mettre en forme, de les gérer, dans la mesure où ils ne relèvent pas d'intérêts publics ou d'enjeux stratégiques. Ces espaces sont ainsi livrés à eux-mêmes, au gré des intérêts particuliers des acteurs locaux. Malgré cette vacuité des espaces ordinaires, il devient primordial de tenter de les qualifier, de leur donner du contenu, dans la mesure où ceux-ci sont en principe aujourd'hui pris en compte dans les législations et les politiques publiques.

1.2. Des espaces ordinaires, révélés dans les discours publics pour qualifier les territoires ruraux

Malgré le fait que ces territoires ordinaires sont difficiles à appréhender et à circonscrire, il n'en demeure pas moins que ces espaces sont de plus en plus pris en compte dans les discours publics. L'ordinaire est progressivement

mobilisé pour qualifier plus spécifiquement les espaces ruraux. L'adjectif d'ordinaire est ainsi introduit dans le schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux (SSCENR) d'Île-de-France (Tableau 1), institué par la loi d'orientation de juin 1999 pour l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADT).

	PADOG 1960	SDAURP 1964	SDAURIF 1976	SDRIF 1994	SSCENR 1999
Diversité biologique	- Bois privé - Ensemble boisé à protéger	- Forêt	- Bois et forêts	- Bois et forêts	- Espace naturel et rural remarquable
Ressource agricole	- Zone de protection régionale (au titre de l'agriculture et des forêts) - Secteur horticole protégé (> 5 ha)		- Espace rural - Front rural	- Espace agricole	- Espace agricole et forestier périurbain au contact du front urbain - Espace agricole et forestier périurbain en voie de fragilisation - Espace naturel et rural ordinaire
Ressource pour les loisirs de plein air	- Forêt domaniale	- Zone d'espace vert et de loisirs en secteur rural	- Zone d'intérêt récréatif et/ou paysager et/ou écologique	- Espace paysager ou espace vert	- Territoire à dominante forestière (zone de calme à reconquérir)
Ressource en matériaux	- Gisement de sables alluvionnaires - Gisement de sable protégé - Zone d'exploitation possible de gypse				
Risques	- Zone inondable				- Principale zone d'expansion des crues - Crue de type 1910

Tableau 1 – Postes de légende relatifs à l'espace rural dans les cartes de synthèse des schémas régionaux (Atlas rural et agricole d'Île-de-France, 2004)

L'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France (IAU) reprend à son compte la notion d'ordinaire introduite dans le SSCENR à travers la notion de « nature ordinaire ». L'utilisation de ce concept de nature « ordinaire » est ainsi justifiée par l'IAU dans l'Atlas agricole et rural d'Île-de-France par le fait que la distinction entre espaces naturels et espaces ruraux a beaucoup perdu de son sens dans la mesure où les espaces de nature ne constituent plus des isolats

individualisables et qu'ils s'élargissent à l'ensemble des espaces ruraux privilégiant alors des gradients de « naturalité » et des gradients de périurbanisation [IAURIF-DRIAF 2004]. L'IAU mobilise également la notion d'espaces naturels et ruraux « ordinaires » utilisée dans le SSCENR et « définie a contrario de la désignation comme « remarquables » de certains territoires délimités, correspondant aux terres agricoles, des forêts, des villes et villages qui constituent ce que l'on appelle communément la campagne francilienne. » Plus loin dans l'Atlas agricole et rural d'Île-de-France, la nature ordinaire correspond à « tous les espaces, même ponctuels, d'accompagnement de la ville ou des champs » [IAURIF-DRIAF 2004]. Il apparaît ainsi de nouveaux espaces cartographiés (Fig. 1 & 2), la « nature ordinaire » et l'« espace naturel et rural ordinaire ». Ces représentations cartographiques illustrent également le fait que ces notions ne se recouvrent pas nécessairement : la nature ordinaire ne se limite pas aux seuls espaces ordinaires, mais peut se localiser également dans des espaces remarquables.

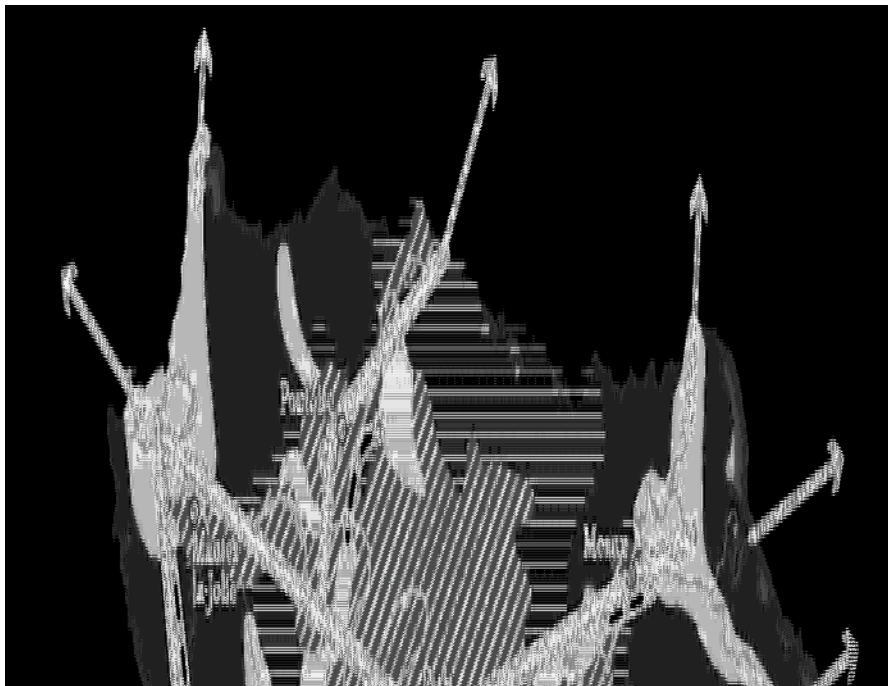


Figure 1 – La biodiversité en réseau : contribution de l'Île-de-France au SSCENR (Atlas rural et agricole d'Île-de-France, 2004)

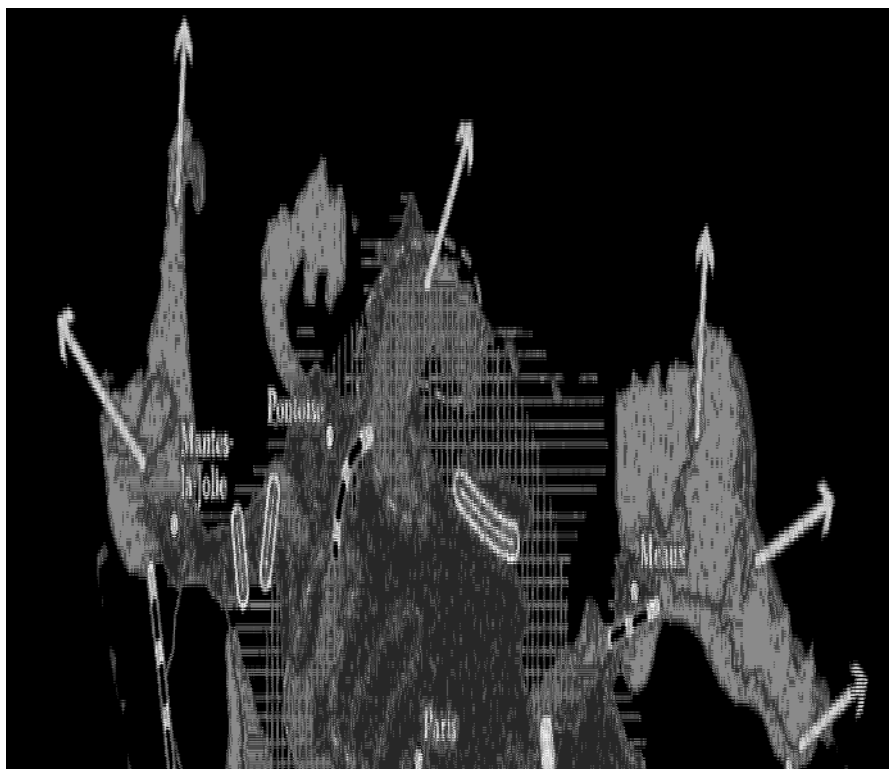


Figure 2 – Ressources et continuités écologiques : contribution de l'Île-de-France au SSCENR (Atlas rural et agricole d'Île-de-France, 2004)

Si dans un premier temps, l'ordinaire ne qualifie, dans les travaux de l'IAU, que la nature et l'espace, il finit par qualifier également le paysage en 2011, où une étude de l'IAU consacre un chapitre aux paysages ordinaires [IAU 2011]. Cela est d'autant plus intéressant qu'une étude précédente [IAU 1997] ne faisait pas état de cette notion de paysage ou de territoire ordinaire, soulignant ainsi la diffusion récente de cette notion lors de cette dernière décennie. La diffusion de cette notion de paysage ordinaire part du constat d'une banalisation du paysage, notion très présente dans l'étude de l'IAU de 1997. L'émergence de cette notion d'ordinaire pour qualifier le paysage correspond bien à une inquiétude concernant l'éventuelle perte des spécificités paysagères d'espaces en voie de banalisation, en tout premier lieu les espaces périurbains, car soumis à d'importants mouvements de transformation [Bigando 2006]. Si ces espaces ordinaires sont actuellement cartographiés, il n'en demeure pas moins qu'ils ne font que remplir les vides cartographiques laissés par les espaces labellisés et urbanisés, en tentant ainsi de donner un contenu, voire une valeur à ces espaces résiduels, interstitiels, laissés pour compte par les politiques publiques.

2. Les espaces « banals », terrains de la participation et de l'innovation par les acteurs locaux, mais également porteurs d'identité

Le paysage ordinaire, qualifié « d'objet incongru » par A. Sgard a été introduit dans les dispositifs législatifs et dans l'action politique non sans difficultés. Cette irruption de l'ordinaire a profondément modifié les modalités de qualification des paysages et les cadres d'intervention publics, basés jusqu'à présent sur des logiques de protection et de conservation du patrimoine et pose alors la question de leur gouvernance [Sgard 2011].

2.1. Les territoires ordinaires, des espaces de proximité porteurs d'identité

Dans l'optique de l'élargissement des politiques environnementales aux espaces ordinaires, Domon & al. distinguent trois types de paysages porteurs d'intérêt patrimonial. Si le premier correspond aux paysages extraordinaires ou remarquables qu'ils qualifient de « paysages emblématiques », il est intéressant de constater que le paysage ordinaire est subdivisé en deux types, « les paysages identitaires » d'une part, « les paysages de proximité » d'autre part [Domon & al. 2000]. Les paysages de proximité relèvent d'une expérience quotidienne du territoire par des pratiques locales et domestiques, des rapports familiers dont les significations ont une portée locale et individuelle. Les paysages identitaires correspondent à des espaces non remarquables, sans statut de protection formelle, mais investis, malgré l'absence d'éléments paysagers spectaculaires, d'une valorisation collective explicite, d'un intérêt patrimonial très fort auprès des collectivités locales [Paquette 2007]. De fait, la prise en compte des espaces ordinaires nécessite un changement d'échelle, privilégiant l'échelle locale à l'échelle régionale ou nationale. D'ailleurs, J.-M. Besse insiste à propos du « paysage vernaculaire » sur le fait que sa signification véritable est d'être un « paysage local », un paysage « de proximité » [Besse 2009]. De toute évidence, la reconnaissance des territoires ordinaires et l'appréhension des enjeux environnementaux qui leur sont associés passe par un travail à une échelle locale. D'ailleurs, la grande nouveauté introduite par la CEP réside dans l'implication des collectivités locales à un échelon inférieur avec les communautés de communes ou les agglomérations, portant souvent sur des opérations ponctuelles d'aménagement paysager [Luginbühl 2007]. Autrement dit, la définition du paysage ordinaire se fabrique à l'échelle locale [Sgard 2010b]. Ainsi, les approches pour analyser les espaces banals, que ce soit des paysages quotidiens ou une nature ordinaire invitent à des analyses fines partant du local et s'intéressant à l'individu habitant.

Une autre dimension forte des territoires ordinaires est le fait qu'ils sont assimilés par les habitants à leur cadre de vie, privilégiant l'échelle individuelle. Les paysages ordinaires, à l'instar des paysages remarquables, recèlent également des idéaux et des savoir-faire - ceux-ci répondant plus

spécifiquement à des projets de vie et à des stratégies individuelles, contribuant à la resocialisation du paysage [Luginbühl 1989]. Pour E. Bigando, le paysage ordinaire s'appréhende alors par le biais des pratiques et des coutumes habitantes, à travers un regard quotidien souvent dépourvu d'intentionnalité particulière, qui peut être abordé par la notion de « sensibilité » [Bigando 2006]. Ainsi, les représentations que peuvent avoir les habitants de leurs paysages ordinaires sont fondamentales. Y-a-t-il une réelle appropriation de ces paysages par les habitants ? Quels sont les éléments du paysage identifiés par les populations ? Sous quelles formes se manifestent-ils ? Ces paysages ordinaires se perçoivent comme des espaces familiers et comme tels, renvoient à des représentations individuelles. Comment interpréter ces multiplicités de représentations individuelles ? Cette dimension de l'analyse des paysages ordinaires à travers les représentations individuelles nécessite un travail relativement lourd d'enquêtes ou d'entretien auprès des acteurs locaux, d'autant plus lourd que ces territoires familiers peuvent être hétérogènes et renvoient à une subjectivité forte. Serait-il possible de saisir ces territoires quotidiens à travers des cartes mentales ?

2.2. Les espaces ordinaires, de nouveaux laboratoires de la gouvernance environnementale ?

Le paysage s'inscrit actuellement dans un nouveau paradigme dit politique [Sgard & al. 2010]. Dès lors que tout fragment du territoire peut potentiellement « faire paysage » et que tout citoyen européen, peut, au nom de la CEP, revendiquer un paysage de qualité ou tout au moins, une intervention en vue de son amélioration, le paysage ordinaire se trouve au cœur des enjeux de participation, de gouvernance, au cœur de la gestion des territoires [Sgard 2010a, Sgard 2011]. Autrement dit, aménager le paysage devient une affaire de démocratie [Luginbühl 2007]. Malgré les difficultés pour saisir et qualifier ces territoires ordinaires, ces espaces banals, ils apparaissent alors comme des laboratoires d'une nouvelle gouvernance environnementale, qui méritent d'être interrogés. En effet, libre ou presque de toute politique publique environnementale et paysagère, ils peuvent faire figure a priori de laboratoires privilégiés tout à la fois d'approches intégrées et de nouvelles modalités de gouvernance, difficiles à mettre en pratique dans le cadre contraint des formes classiques de protection des espaces naturels. De ce fait des questions se posent de savoir comment les acteurs locaux investissent ou non le champ laissé libre par la non efficience des politiques environnementales globales sur les territoires ordinaires. S'investissent-ils uniquement sur les espaces à forte représentativité ? Ou bien les espaces de moindre investissement institutionnel sont-ils davantage le lieu d'initiatives locales ? Est-ce que la démarche des acteurs serait de viser une protection ? Ou bien de privilégier autant que faire se peut une gestion souple ? Du fait d'être justement des territoires ordinaires,

leurs gestions relèvent des affaires communes et peuvent constituer des lieux privilégiés de la participation dans une logique bottom-up. Si l'action paysagère ordinaire ne peut venir d'en haut, elle doit venir d'en bas, des populations elles-mêmes [Dewarrat & al. 2003]. Ainsi s'intéresser aux espaces banals revient à analyser les initiatives de gestion et de valorisation de ces espaces par les acteurs locaux. Une approche multi-scalaire peut également être pertinente, partant de l'appropriation possible des politiques publiques édictées à une échelle globale par les acteurs locaux, jusqu'à des initiatives collectives, voire des actions individuelles.

De ce fait, qualifier l'ordinaire nécessite de faire appel aux habitants qui vivent au quotidien dans ces territoires. En tant qu'ordinaire, le paysage relèverait bien d'une ingénierie de la participation locale [Paradis & Lelli 2010], mobilisant plus précisément le champ de la médiation paysagère [Donadieu 2007, Candau & Michelin 2009, Paradis & Lelli 2010, Davodeau & Toubanc 2010]. La médiation s'entend comme la prise en compte de regards différents de l'ensemble des acteurs locaux, tels que ceux des habitants, des usagers sur l'espace pour favoriser l'élaboration d'une action localisée ou d'un projet collectif [Candau & Michelin 2009]. Dans la médiation paysagère sont mobilisés différents outils et supports permettant d'échanger et d'ouvrir le dialogue par et pour le paysage avec tous les acteurs locaux, tels que le dessin, la cartographie, la photographie, le terrain... [Candau & Michelin 2009]. Cette médiation invite à passer d'une connaissance du paysage à leur reconnaissance, devenant par là-même des supports de nouveaux leviers d'actions [Paradis & Lelli 2010].

Autrement dit, alors que la notion de développement durable semble ouvrir la gestion des territoires à l'ensemble des acteurs, il s'agit de questionner la réalité de ce renouveau de la gouvernance, non pas dans les espaces protégés, dans lesquels le recours à une démarche participative est paradoxalement imposé par le biais des chartes de Parc Naturels Régionaux (PNR) ou des enquêtes publiques par exemple, mais dans les espaces banals pour lesquels ces pratiques apparaissent réellement novatrices.

3. Les territoires ordinaires, des co-constructions en constante évolution

Les paysages ordinaires sont très divers, tant dans leur matérialité que dans leur représentation. Cette diversité est d'autant plus difficile à saisir qu'elle se joue à différentes échelles d'acteurs, de l'espace et de temps, sans projet, ni trajectoire définis a priori. Ils sont « rafistolés au milieu d'un tissu de pièces rapportées par la diversité sociale, par l'Etat, les collectivités territoriales, l'économie, dans un environnement naturel » [Luginbühl 2012]. Même si ces espaces sont produits par une diversité d'acteurs, que ce soit les élus, l'Etat, les agriculteurs, les résidents, les usagers, ils ne sont pas construits à partir d'un projet social consensuel. De ce fait, ces espaces s'inscrivent soit dans des

tensions, voire des conflits, soit dans le désintérêt et l'oubli. Ainsi, l'enjeu des espaces ordinaires est, avant toute action et politique paysagère, d'être appropriés par les acteurs locaux afin de co-construire un projet commun. Cette appropriation du territoire ordinaire, ou encore cette mise en visibilité dans le cas du paysage peut être appréhendée en réaction vis-à-vis d'un événement perturbateur ou en relation avec des espaces, à l'inverse, labellisés.

3.1 Des transects pour analyser les espaces ordinaires

Dans la mesure où justement les territoires ordinaires sont exclus de toute logique de zonage, leur appréhension spatiale s'avère plus délicate. En effet, comment les délimiter ? Comment les analyser sans retomber dans la logique du zonage ?

A cette fin, il peut s'avérer intéressant de suivre des transects. Ces transects pourraient partir des espaces labellisés permettant ainsi d'analyser l'effet d'un gradient de proximité d'un espace protégé sur la gestion des problématiques d'environnement dans les territoires ordinaires. Par ce gradient de proximité, on pourrait envisager d'étudier des espaces banals à proximité d'espaces protégés pour comparer leurs évolutions et éventuellement les conséquences des uns sur les autres. La proximité de ces espaces est essentielle pour percevoir à la fois les différences d'approches entre environnements traditionnellement valorisés et environnements banals, mais aussi les conséquences des uns sur les autres, en termes de gestion, de pratiques, de représentations.

La relation des territoires ordinaires aux espaces protégés renvoie à différentes hypothèses. Premièrement, il serait alors envisageable de comparer des modes de gestion, des réponses apportées aux problèmes environnementaux et paysagers dans l'hypothèse où il existe bien des initiatives locales et des nouveaux modes de gouvernance sur les territoires ordinaires. Deuxièmement, en partant de l'hypothèse que l'absence de gestion des territoires ordinaires est liée à un accaparement de l'attention et des moyens porté aux espaces protégés limitrophes, pourraient alors être mesurées les conséquences du zonage sur les territoires ordinaires. Enfin, la troisième hypothèse repose sur un possible effet de lisière entre territoires ordinaires et espaces protégés. En effet, la proximité plus ou moins grande d'une aire protégée pourrait avoir une influence sur la gestion des enjeux environnementaux et paysagers des espaces banals dans un sens comme dans l'autre. Cette proximité peut engendrer soit une émulation ou à l'inverse l'occultation des enjeux environnementaux et paysagers de ces espaces banals. En effet, la proximité d'un espace naturel peut être paradoxalement un facteur de dégradation concrète de ces espaces [Depraz 2008].

Ces questionnements se posent d'autant plus que les territoires ordinaires évoluent a priori bien plus rapidement que les espaces protégés, partiellement

figés dans le temps par les réglementations. Quelles sont les évolutions concrètes enregistrées sur ces espaces ? Subissent-ils davantage de pressions liées à l'urbanisation que les espaces protégés tels les parcs nationaux, ou les parcs naturels régionaux ? Ou encore sont-ils plus soumis à la déprise que la plupart des espaces naturels protégés ? L'hypothèse la plus probable est certes celle d'une accentuation des dégradations dans les espaces non protégés, mais elle mérite d'être approfondie. De fait, certaines formes de protection sont instaurées sur des espaces déjà particulièrement dégradés, tant par l'abandon que par une périurbanisation effrénée à l'exemple du PNR Pays-de-France.

Un autre type de gradient pourrait également être mobilisé pour évaluer la prise de conscience environnementale et paysagère des territoires ordinaires. La plus ou moins grande proximité à un événement bouleversant justement cet ordinaire et jugé par les acteurs locaux comme destructurant, tels que la mise en place d'un échangeur, l'installation d'une station d'épuration ou d'une déchetterie par exemple, peut s'avérer pertinente. La modification forte et irréversible du territoire ayant des conséquences paysagères et environnementales peut-elle engendrer une prise de conscience par les acteurs locaux de leurs territoires ordinaires et générer alors une mobilisation pour sa préservation ? Sous quelles formes et avec quels arguments ? Cet autre gradient joue à l'inverse de celui des espaces protégés mais pourrait être également révélateur des représentations environnementales et paysagères qu'ont les populations de leur territoire ordinaire, aussi banal soit-il.

3.2 Les espaces ordinaires, des espaces complexes de continuité temporelle

De ce fait, en l'absence de tout cadre normatif, les territoires ordinaires sont l'objet d'une multiplicité de pressions, qu'elles soient anthropiques ou écologiques, rendant leur analyse plus complexe que des espaces sous protection. Les dynamiques de ces territoires apparaissent ainsi multifactorielles. Ces territoires ordinaires sont le résultat complexe des effets à la fois des politiques publiques et privées, des projets collectifs et individuels, des actions d'aménagement et de développement [Lelli & Paradis-Maindive 2000].

En conséquence, outre la complexité de leurs analyses en termes de dynamiques, l'approche diachronique est fondamentale pour bien saisir les enjeux de ces territoires ordinaires. Les paysages ordinaires évoluent continuellement, le plus souvent sans période marquante rendant leurs changements difficiles à évaluer et à mesurer. Leurs transformations peuvent être plus ou moins diffuses ou ponctuelles, imposées, à l'inverse concertées, voire même spontanées. Elles s'accumulent, se superposant sans planification, de façon plus ou moins anarchique que ce soit dans l'espace et dans le temps. Les dynamiques locales ne répondent pas à une logique globale mais reflètent les interactions existant entre les divers acteurs. Ainsi, les paysages ordinaires sont par définition très hétéroclites dans l'espace et dans le temps, tels qu'ils

peuvent apparaître comme des paysages du laisser-aller ou du laisser-faire [Lelli & Paradis-Maindive 2000].

Pour autant, ce laisser-faire ou ce laisser-aller ne devrait pas être interprété seulement dans un sens négatif, d'abandon ou d'oubli de ces espaces. Ces paysages relèvent en fait d'une temporalité spécifique basée sur l'adaptation aux circonstances. Ce serait un paysage de la continuité temporelle, à la différence des paysages labellisés, caractérisés par les notions de rupture et de fondation [Besse 2009]. Ces espaces banals se situent plus dans « l'univers de la coutume que du plan », « de la fabrique ordinaire du paysage », que « dans le projet destiné à marquer l'histoire future ». De ce fait, loin d'être statiques, ces espaces évoluent en fonction des relations qu'entretiennent les habitants avec leur environnement, ce qui fait dire à J. Brinckerhoff Jackson que le paysage vernaculaire est « existentiel » : il n'accomplit son identité qu'au fur et à mesure de l'existence [Brinckerhoff Jackson 2003]. Le paysage ordinaire n'est pas donné a priori, mais il se construit dans l'action et la représentation des habitants. Le paysage ordinaire ne peut se comprendre que dans la mobilité et le changement, « clés du paysage vernaculaire », mais ces transformations se font sans intentionnalité, comme malgré soi, sans le vouloir, une adaptation patiente et infinie aux circonstances [Brinckerhoff Jackson 2003].

En fait, l'intérêt porté aux territoires quotidiens par les politiques environnementales s'inscrivent dans une autre temporalité que les espaces protégés. Les logiques de conservation répondent à une urgence, alors que dans le cas des territoires ordinaires, il s'agit de conserver des paysages ou des éléments naturels « avant qu'ils ne soient trop tard », autrement dit de prévenir leur dégradation ou leur disparition dans un futur plus ou moins lointain [Godet 2010]. En effet, les espaces concernés ne sont pas fixés dans l'espace et le temps, ils sont mouvants, « flottants ». Ils recouvrent des superficies bien trop vastes et un tel zonage risque de légitimer sa dégradation en dehors.

3.3 Les franges périurbaines, des territoires ordinaires à interroger

Les franges périurbaines peuvent ainsi être appréhendées comme particulièrement révélatrices des territoires ou des paysages ordinaires. C'est d'ailleurs une des caractéristiques du paysage vernaculaire de J. Brinckerhoff Jackson, pour qui le paysage vernaculaire est un paysage de marge, de frange. Il est un espace intermédiaire, transitoire [Besse 2009]. Dans ce cadre, les franges périurbaines paraissent constituer des espaces souvent non protégés soumis à des dynamiques fortes d'évolution des territoires, en particulier sur un plan démographique. Les paysages connaissent des mutations brutales et intenses, que ce soit liés à l'étalement de l'habitat pavillonnaire, à des modifications sensibles des paysages agricoles, à la diffusion massive de zone d'activités. Ces mutations s'accompagnent de conséquences environnementales importantes, mais aussi de mutations des regards portés sur ces paysages

mouvants, voire d'affrontements entre diverses approches paysagères de ces lieux ordinaires. Ces espaces oscillant entre ruralité et urbanité, où se concentre une part croissante de la population, constituent l'un des lieux majeurs d'une prise en charge renouvelée de la question paysagère. De ce fait, ces espaces de l'entre-deux sont intéressants à interroger dans la mesure où ils sont à la fois sujets à un véritable bouleversement des pratiques et à une modification profonde des regards. Ces interrogations s'inscrivent pour partie dans le programme PFP-RIO (Paysages des Franges Périurbaines – Représentations, Indicateurs, Outils) en réponse à l'APR programme Paysage et développement durable.

Afin de mieux appréhender l'évolution de ces territoires en Île-de-France, l'IAU a développé en 2009 un outil cartographique, la carte CROCO, permettant de qualifier ces évolutions. Cette carte offre un état des lieux des intentions, parfois contradictoires, des acteurs publics sur l'espace francilien. Ce type d'outil peut s'avérer utile pour qualifier ces espaces banals, dans la mesure où les champs de la base de données tentent de mesurer le degré de protection ou de mutabilité des unités spatiales et permettent ainsi de distinguer [Laruelle & Mauclair 2009] :

- celles qui font l'objet d'un consensus visant à les conserver (et conduisant à conserver leurs paysages même si ce n'est pas l'objectif premier),
- celles qui feront probablement l'objet de projets d'aménagement dans l'avenir,
- celles qui ne sont concernés ni par des intentions de conservation ni par des intentions de mutation,
- et enfin les unités qui sont concernés par ces deux intentions opposées, de la part d'acteurs différents.

A partir de ce cette méthode de la carte CROCO, sont ainsi construits des gradients de dynamiques de ces espaces, un gradient de protection et un gradient de mutation, ces deux gradients fonctionnant en parallèle.

Il pourrait être envisagé également de comparer les intentions des acteurs publics établies à partir de ces cartes CROCO avec la réalité du terrain. Cet outil est-il mobilisé par les acteurs locaux ?

Conclusion

Analyser et qualifier les territoires ordinaires invitent à renouveler la définition de ceux-ci, en évitant de les définir seulement en négatif, comme n'étant pas des espaces protégés et labellisés. Au lieu d'opposer ces deux types d'espaces et de définir l'un, l'espace ordinaire par rapport à l'autre, l'espace labellisé, pourquoi ne pas les appréhender comme deux conceptions et pratiques de l'espace différentes, voire concurrentes, reprenant ainsi la distinction établie par J. Brinckerhoff Jackson entre ce qu'il appelle pour sa part le « paysage politique » et le « paysage vernaculaire » [Brinckerhoff Jackson

2003]. Ces deux formes ou encore ces deux catégories paysagères peuvent coexister et même se superposer en même lieu. Sans les opposer, ce sont finalement deux aspects du même paysage ou du même territoire, à la différence qu'ils ne se développent pas selon les mêmes modalités, leurs rythmes spatiaux et temporels de mise en œuvre pouvant différer par exemple.

Ainsi, les territoires ordinaires sont par définition des espaces résiduels, mouvants, intermédiaires, incertains. Ils peuvent être appréhendés comme des co-constructions en constante évolution. Ils ne préexistent pas à l'action ni aux représentations, mais sont produits par elles. Ils nécessitent une prise de conscience des communautés habitantes, et plus largement des acteurs locaux, voire leur appropriation qu'il s'agit de prendre en compte pour questionner les préoccupations environnementales et paysagères en jeu sur ces territoires. Comme on a pu le voir, ces territoires ordinaires posent de réels problèmes méthodologiques afin de mieux les appréhender sans les dénaturer, nécessitant de repenser les politiques environnementales et paysagères se fondant sur des approches sectorielles et des logiques de protection qui sont inappropriées et inopérantes dans le cas des territoires ou des paysages ordinaires. Loin d'être simples, ces territoires apparaissent d'une grande complexité, car en tant que tels, ils procèdent tout autant de stratégies individuelles, que collectives, ainsi que des modes de politiques publiques, elles-mêmes pouvant s'opérer à différentes échelles du territoire, du local au global et se traduire à différentes échelles de temps, de l'immédiat au durable. Analyser et qualifier ces espaces revient à privilégier l'échelle locale et à questionner la gouvernance, la participation locale étant au cœur des enjeux de ces espaces.

Ces territoires ordinaires peuvent-ils être pensés comme des réserves offrant un potentiel multiple d'aménités environnementales et paysagères ? Peuvent-ils constituer des espaces d'observation et d'expérimentation à d'autres modes de gestion environnementales ? Enfin, on pourrait également envisager d'analyser les territoires ordinaires à l'échelle européenne, puisque nombre de législations sont désormais mises en œuvre dans les différents pays membres : que ce soit la directive cadre sur l'eau, la stratégie européenne de la biodiversité ou la Convention Européenne du paysage. L'application de ces législations sur les territoires ordinaires procède-t-elle des mêmes modalités selon les pays membres ? Sur le plan méthodologique, une comparaison des territoires ordinaires des différents pays européens au regard de ces politiques environnementales européennes est-elle possible ?

Références bibliographiques

- BESSE J.-M. (2009) – *Le goût du monde. Exercices de paysage*, Arles, Actes-Sud/ENSP, 230 p.
- BIGANDO, E. (2006) – *La sensibilité au paysage ordinaire des habitants de la grande périphérie bordelaise*, Thèse de doctorat (dir. G. Di Méo), Université de Bordeaux 3, 506 p.

- BIGANDO, E. (2008) – « Le paysage ordinaire, porteur d'une identité habitante. Pour penser autrement la relation des habitants au paysage », *Projet de Paysage*, http://www.projetsdepaysage.fr/fr/le_paysage_ordinaire_porteur_d_une_identite_habitante
- BRINCKERHOFF JACKSON, J. (2003) – *A la découverte du paysage vernaculaire*, Arles, Actes-Sud/ENSP, 278 p.
- CANDAU, J. & MICHELIN, Y. (2009) – « Paysage, outil de médiation », IFV (Institut Français de la Vigne et du Vin), *collection APPORT Agriculture et Paysage*, n° 8, 23 p.
- DAVODEAU, H. & TOUBLANC, M. (2010) – « Le paysage-outil, les outils du paysage : Principes et méthodes de la médiation paysagère », *OPDE 2010 Aide à la décision et gouvernance*, 25-26 octobre 2010, Montpellier, pp. 375-391.
- DEPRAZ, S. (2008) – *Géographie des espaces naturels protégés : Genèse, principes et enjeux territoriaux*, Paris, coll. U., Armand Colin, 320 p.
- DEWARRAT, J.-P., QUINCEROT, R., WEIL, M. & WOEFFRAY, B. (2003) – *Paysages ordinaires: de la protection au projet*, Belgique, Sprimont, 95 p.
- DOMON, G., BEAUDET, G. & JOLY, M. (2000) – *Évolution du territoire laurentidien : Caractérisation et gestion des paysages*. Isabelle Quentin (Ed.), St-Hyacinthe (Québec) et Paris, 144 p.
- DONADIEU, P. (2007) – « Le paysage un paradigme de médiation entre l'espace et la société ? », *Economie Rurale*, n° 297-298, pp.5-9.
- FOURAULT, V. (2014) – « Les espaces en creux de la protection environnementale, nouveaux terrains de recherche et d'action à explorer ? », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n° 91-1 (ce volume), pp. 3-16
- GODET, L. (2010) – « La « nature ordinaire » dans le monde occidental », *L'Espace Géographique*, n° 2010-4, pp. 295-308
- IAU (1997) – « Les paysages d'Île-de-France : comprendre, agir, composer », *Cahiers de L'IAU Île-de-France*, n°117-118, 359 p.
- IAU (2011) – « Le paysage, du projet à la réalité », *Cahiers de L'IAU Île-de-France*, n°159, 92 p.
- IAURIF-DRIAF (2004) – *Atlas rural et agricole d'Île-de-France*, Paris, Iaurif-Driaf, 184 p.
- LARUELLE, N. & MAUCLAIR, C. (2009) – « La carte Croco : un autre regard sur les territoires », *Composer avec l'environnement*, *Cahiers de L'IAU Île-de-France*, N°152, pp. 74-75
- LELLI, L. & PARADIS-MAINDIVE, S. (2000) – « Quand le paysage ordinaire devient un paysage remarqué », *Sud-Ouest européen*, n°7, p. 27-34.
- LELLI, L. (2000) – *Le paysage ordinaire : l'exemple du Nord-Comminges (Haute-Garonne, France). Essai méthodologique et pratique*, thèse de doctorat de géographie (dir. G. Bertrand), Toulouse, Université Toulouse 2-Le Mirail, 325 p.
- LUGINBÜHL, Y. (1989) – « Paysage élitare et paysages ordinaires », *Ethnologie française*, (Crise du paysage ?), n°3, pp. 227-238.
- LUGINBÜHL, Y. (2007) – « Pour un paysage du paysage », *Économie Rurale*, n° 297-298, pp. 23-40
- LUGINBÜHL, Y. (2012) – *La mise en scène du monde : construction du paysage européen*, Paris, CNRS Editions, 432 p.
- MARTIN, S. (2011) – « Paysages ordinaires », *Cahiers de l'IAU Île-de-France*, n°159, pp. 28-29.
- MICHELIN, Y. (dir.), (2013) - Fiche technique *Participation et Paysage* du programme Paysage et développement durable, MEDDE, IRSTEA, 8 p.
- PAQUETTE, S. (2007) - « Les enjeux de paysage au Québec entre logiques de préservation et de développement », *Économie Rurale*, n° 297-298, pp. 41-54

- PARADIS, S. & LELLI, L. (2010) – « La médiation paysagère, levier d'un développement territorial durable ? », *Développement durable et territoires*, vol. 1, n° 2, <http://developpementdurable.revues.org/8548>
- SANSOT, P. (1989) – « Pour une esthétique des paysages ordinaires », *Ethnologie Française (Crise du paysage ?)*, n° 3, pp. 239-244.
- SGARD, A. (2010a) – « Une éthique du paysage est-elle souhaitable ? », *Vertigo-la revue électronique en science de l'environnement*, vol. 10, n°1, <http://vertigo.revues.org/9472>.
- SGARD, A. (2010b) – « Le paysage dans l'action publique : du patrimoine au bien commun », *Développement durable et territoires*, vol. 1, n° 2, <http://developpementdurable.revues.org/8565>
- SGARD, A. (2011) – *Le partage du paysage*, Habilitation à Diriger des Recherches, Université de Grenoble, Université de Genève, 261 p., <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00686995/>
- SGARD, A., FORTIN, M.-J. & PEYRACHE-GADEAU, V. (2010) – « Le paysage en politique », *Développement durable et territoires*, vol. 1, n° 2, <http://developpementdurable.revues.org/8522>
- VOULIGNY, E. & DOMON, G. (2006) – « La compréhension des valorisations paysagères : vers une nouvelle méthode d'analyse des paysages de l'ordinaire », in M. Bédard, S. Paquette, S. Breux, M. Freedman & J. Ruiz (dir.), *Paysages et Acteurs – Dimension et enjeux politiques de la construction du paysage* – Actes du colloque des 16 et 17 mai 2006, Montréal et Québec, CD-ROM